

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Département de l'Ain , le vendredi 04 octobre 2024

LEYMENT : L'INACTION DE L'ÉTAT FACE À UN SQUATTEUR SOUS OQTF PLONGE LA COMMUNE DANS L'INSÉCURITÉ

Depuis plusieurs mois, la paisible commune de Leyment, dans l'Ain, est confrontée à une situation intolérable. Un individu, sous le coup d'une Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF), squatte une maison abandonnée, transformée en point de deal et lieu de fête incessant. Les voisins, impuissants face à des nuisances sonores, à l'insécurité, et aux menaces, voient leur quotidien bouleversé par cet occupant illégal. La lenteur des procédures juridiques, due à un vide autour de la propriété de la maison, laisse les habitants dans une situation d'insécurité et d'abandon total.

Face à cette situation alarmante, Reconquête dénonce l'immobilisme de l'État et la défaillance des lois actuelles qui permettent à des individus sous OQTF de continuer à nuire à la tranquillité des citoyens français. Cette affaire est le symbole criant de l'échec des politiques migratoires actuelles et de la justice trop laxiste, qui n'hésite pas à délaissier nos compatriotes au profit d'une minorité de hors-la-loi.

Reconquête, fondé sur des valeurs de protection du territoire et de souveraineté nationale, exige une action immédiate et ferme de l'État. Nous demandons que l'OQTF soit appliquée sans délai, que des mesures de sécurisation de la commune soient prises pour restaurer la tranquillité des habitants, et que les lois sur le squat soient renforcées pour permettre des interventions rapides dans ce type de situation.

Reconquête s'engage aux côtés des citoyens de Leyment et des Français excédés par l'insécurité grandissante dans nos communes. Nous ne pouvons plus tolérer que nos territoires soient laissés à l'abandon et que la France soit incapable de faire respecter ses lois, que ce soit en matière de squat ou d'immigration.

THIBAUT DUMAS
DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DE L'AIN